

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE !

Bulletin d'information
du groupe de travail
« Afriques » du NPA



Nouvelle formule

n°3 - septembre/octobre 2009

NPA

Prix libre NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Édito

Grands sommets et méchantes combines

Les dirigeant-e-s des grandes puissances aiment se rencontrer en grands sommets, pour donner l'apparence de travailler à résoudre les problèmes du monde. En règle générale, il s'agit surtout de résoudre leurs propres problèmes, et certainement pas ceux des peuples. Pour preuve : le dernier sommet du G20 réuni à Pittsburgh, aux États-Unis, qui était censé prendre de « grandes mesures », sur fond de crise financière. Au final, aucun plafonnement des profits ni même des « bonus » des traders et autres managers de la finance n'a été adopté. La seule maigre concession accordée réside dans le « conditionnement » du versement des fameux bonus en fonction des profits des entreprises, et non pas des pertes. Ce qui revient en fait à stimuler encore plus l'agressivité des grands groupes financiers! Et ce n'est pas l'annonce du remplacement du G8 par le G20 qui rendra plus crédibles les tentatives de faire croire à une meilleure « gouvernance » mondiale. Le cercle des bandits ne fait que s'agrandir un peu plus!

Du coup, comparées aux oripeaux dont tentent de se draper certain-e-s, d'autres grandes rencontres internationales peuvent avoir des allures plus sympathiques. Ainsi, le sommet « Amérique du Sud - Afrique » qui a eu lieu en septembre dernier au Venezuela et dont le principal objectif proclamé était le renforcement de la coopération Sud-Sud. Hugo Chavez y aura notamment annoncé la mise à disposition de plusieurs pays des recettes pétrolières du Venezuela et le renforcement de la coopération énergétique entre les deux continents. D'autres propositions sont pourtant bien moins à l'avenant, comme celle de Lula, le président brésilien, de renforcer la position économique des pays africains « en leur ouvrant davantage les marchés (agricoles) des pays du Nord ». En clair, ça signifie surtout l'ouverture de milliers de km² de terres africaines à des monocultures intensives exclusivement destinées à l'exportation, comme au Brésil avec le soja et les « agrocultures ». Alors qu'elle subit de plein fouet les multiples crises alimentaire, énergétique et écologique, ce dont l'Afrique a le plus besoin aujourd'hui ce n'est pas de produire le nec plus ultra en matière d'OGM ou de fournir l'huile de colza qui fera fonctionner les voitures polluantes des grandes métropoles occidentales. Elle a besoin d'autosuffisance alimentaire et d'une véritable coopération, scientifique et technologique, qui permette le développement d'industries socialement utiles et écologiquement compatibles!

A Copenhague, du 7 au 18 décembre prochains, les « maître-sse-s du monde » se réuniront donc encore une fois, pour discourir sur la catastrophe climatique qui menace la Terre et ses habitant-e-s. En fait, il s'agira surtout de promouvoir un nouveau capitalisme « vert », à travers des solutions aussi peu écologiques que le marché de « droits à polluer » ou le développement de l'énergie nucléaire. Ça permettra certainement d'enrichir quelques privilégié-e-s, mais certainement pas de résoudre les graves problèmes écologiques, économiques, démographiques et sociaux auxquels fait face la majorité de la population, au Nord comme au Sud. C'est pourquoi, nous serons de celles et de ceux qui (se) mobiliseront à l'occasion du contre-sommet organisé également début décembre à Copenhague. Comme nous sommes aux côtés de celles et ceux qui se battent pour la démocratie et la justice, de la Tunisie à la Guinée, de l'Égypte au Niger, de la Kanaky à la rue Baudelique, farouches et fièr-e-s *bouts de bois de Dieu...*



Bertold de Ryon et Kohou Mbwelili

S
O
M
M
A
I
R
E

<ul style="list-style-type: none"> • En bref Gabon - Madagascar • Dernières minutes Guinée • Nouvelles du continent Tunisie - Égypte - Altermondialisme • Dossier Démocratie et impérialismes en Afrique • Actualités internationales Sans-papiers en France 	<ul style="list-style-type: none"> • Courriers - Débats Marre du business humanitaire • Campagnes - Mobilisations Areva au Niger et au Gabon • Histoires - Mémoires Entretien avec Samia Messaoudi • Cultures Lire ou relire Sembène Ousmane • Agenda Rencontres-débats, théâtre et divertissement
--	--

Au Gabon, on est président de père en fils

Décidément, au Gabon, à la tête de l'État on aime faire de la politique « en famille ». Le Conseil constitutionnel doit incessamment rendre public les résultats du « recomptage » des votes de l'élection présidentielle du 30 août, opération qui a duré presque une semaine à partir du 29 septembre. Et il ne devrait pas y avoir de surprise, puisque l'organe est entre des mains « fiables » : le Conseil est présidé par Marie-Madeleine Mborantsuo, une proche de feu le président Omar Bongo (au pouvoir de 1967 jusqu'à sa mort, le 8 juin dernier) avec qui elle a eu deux enfants.

Ali Bongo, fils de..., prétendument élu président lors du vote du 30 août – dont les résultats ont fort probablement subi de nombreuses manipulations –, n'a donc guère de souci à se faire. La répression des mouvements de contestation qui ont éclaté, début septembre, à l'annonce des résultats officiels, a fait officiellement trois morts (l'opposition parle de 15 victimes). Il n'empêche que Ali Bongo est bien décidé à rester au pouvoir en laissant « pourrir » la contestation.



Des soldats gabonais surveillent les locaux de la commission électorale à Libreville, le 2 septembre. (Photo : Issouf Sanogo/AFP)

Depuis l'annonce officielle du décès d'Omar Bongo – dont certaines voix prétendent qu'il était déjà mort un mois auparavant, le délai s'expliquant par des négociations ardues entre Paris et Libreville sur sa succession –, la France a misé sur la continuité du pouvoir entre les mains du clan Bongo. Cette France-là, celle des militaires et des milliardaires, a des lourds intérêts au Gabon, pays riche par ses matières premières mais dont une majorité de la population vit dans la pauvreté.

Fin de manche à Madagascar?

Le pouvoir de fait issu du putsch d'Antananarivo du 17 mars 2009 – au bout de trois mois de tensions extrêmes entre le régime corrompu et autoritaire de Ravalomanana et un front d'opposants politiques laminés par la rapacité de ce « tycoon »-chef d'Etat – a imploré au seuil de son sixième mois d'existence. Le 6 octobre, l'autre tycoon, Andry Rajoelina, qui s'est autoproclamé « président de la Haute autorité de transition » à la chute de Ravalomanana, lâche en rase campagne son premier ministre Monja Roindefo, héraut des « Forces du changement »,

une alliance hétéroclite et sans assise populaire de politiciens opportunistes et de groupuscules ultra-nationalistes, droitiers et stalinien.



A gauche, Andry Rajoelina, l'actuel président; à droite Marc Ravalomanana, le président déchu.

Visiblement lassée par l'incapacité de Rajoelina à s'imposer aux classes dirigeantes et à les unifier plus ou moins durablement sur un axe qui la satisferait, la Françafrique – Guéant et Joyandet eux-mêmes en première ligne – avec la complicité bienveillante de Mouamar el Kaddafi, l'a laissé se piéger en le poussant jusqu'à se faire humilier devant l'Assemblée générale des Nations-Unies où l'interdiction qu'il prenne la parole (pratique inhabituelle en ce lieu), demandée par la SADEC (Afrique australe), a été votée par une majorité. En transit à Paris, après la claque subie à New-York, il a fait des pieds et des mains pour être reçu par Sarkozy même mais n'a eu droit qu'à une convocation de Guéant pour se voir intimer d'annoncer qu'il appliquera les accords de Maputo du 9 août signés par les quatre mouvances (dont la sienne) identifiées par la « communauté internationale » comme étant les « protagonistes de la crise malgache ».

Il est patent que la Françafrique a gardé l'initiative tout au long de cette crise, c'est-à-dire depuis décembre 2008. Alors que les intérêts français passaient de plus en plus derrière ceux des puissances concurrentes et même derrière ceux de puissances émergentes sous Ravalomanana, la « réussite » de la Françafrique dans sa manière de diriger son « marchepied » Rajoelina (cf. *Afriques en lutte*, n°2), en faisant alterner provocations, surenchères et postures conciliantes, lui permet au final de participer à la supervision du processus politique de partage des pouvoirs cadré par les accords de Maputo et de disposer de plus de marges que sous Ravalomanana pour imposer les intérêts des Total, Bouygues, Bolloré etc. dans le futur partage des marchés (miniers, pétroliers, portuaires et autres).

Le grand hic pour ce grand deal entre les fractions dirigeantes malgaches, sous les auspices d'une « communauté internationale » qui s'accommode d'une Françafrique imposante, c'est que la société civile organisée depuis plus d'une décennie et largement structurée depuis la base a acquis une vraie légitimité. Elle a été le maître d'œuvre non politicien du « dialogue inclusif pour une sortie de crise consensuelle, pacifique et dans l'intérêt de la population » qui l'a permis. Le cours qui vient, avec son cortège de flambée des prix, d'une période soudure dangereuse pour les paysans, d'une mise au chômage massive de travailleurs inhérente à la crise, d'un malaise étudiant et scolaire grandissant etc. ne va pas manquer de solliciter les réseaux de société civile, collectifs citoyens et confédérations syndicales... pour une autre politique...

Brutale répression en Guinée

Le bilan est effroyable : au moins 157 personnes ont été tuées, lundi 28 septembre dernier, à Conakry, en Guinée, selon les chiffres donnés par les ONG sur place. Les hôpitaux indiquent parfois même des chiffres supérieurs, puisqu'un certain nombre de morts et de blessés ont été enlevés des cliniques par des militaires et conduits dans un lieu inconnu. En janvier et février 2007 la grève générale organisée par les puissants syndicats du pays s'était déjà soldée, suite à la répression brutale du pouvoir, par plus de 120 morts.



Le 28 septembre est un jour de fête nationale en Guinée. C'est le jour où le pays commémore le référendum de 1958, quand le peuple guinéen a voté pour l'indépendance vis-à-vis de la France. Ce jour-là, on se rappelle les grands espoirs qui avaient accompagné la décolonisation dans ce pays, dont une bonne partie a été terriblement déçue par les pouvoirs successifs. C'est en ce jour emblématique que l'armée a ouvert le feu sur un rassemblement de l'opposition qui avait été interdit, à la dernière minute, par le pouvoir, au stade de Conakry. Des soldats ont tiré à balles réelles sur des dizaines de milliers de personnes. En dehors des personnes tuées, on déplore aussi plus de 1.200 blessés par balle.

Ce massacre détruit de façon brutale toutes les illusions d'une évolution pacifique et démocratique, dont serait porteur le Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), le gouvernement militaire au pouvoir depuis le 23 décembre 2008, date à laquelle a été annoncée la mort de l'ancien président Lansana Conté. Au début, l'arrivée du CNDD pouvait faire espérer une amélioration de la situation de ce pays d'Afrique de l'ouest, riche en matières premières, mais dont la population est en grande majorité pauvre. Elle faisait suite à un régime corrompu et dictatorial, dans un pays qui n'avait connu que deux présidents en plus de 50 ans d'indépendance : Sékou Touré, ancien militant syndicaliste et anticolonialiste devenu autocrate ; et Lansana Conté qui lui succéda. Surtout, les jeunes officiers du CNDD promettaient, au début, de rendre le pouvoir aux civils rapidement, après une période transitoire qui devait être mise à profit pour démanteler les réseaux de corruption. Aujourd'hui, force est de constater que les militaires s'accrochent au pouvoir et ne tiennent pas les promesses données au début de la « période de transition ». Surtout, ils répriment eux-mêmes violemment les forces politiques civiles. Moussa Dadis Camara, le « jeune » chef de la junte militaire, avait promis qu'il ne serait pas candidat à la future élection présidentielle en 2009. Or, l'élection présidentielle, initialement prévue pour cet automne, a finalement été reportée à janvier 2010... et n'a donc pas lieu « en 2009 ». Le chef du gouvernement militaire pourra donc se présenter et tenter de faire légitimer son maintien au pouvoir.

De son côté, la France essaye depuis en certain temps de renouer les liens avec ceux qui règnent en Guinée. La bauxite, première richesse naturelle du pays dont on extrait l'aluminium, a été davantage exploitée par les Soviétiques puis les Russes, mais aussi les Américains, plutôt que par les Français. Quand, en réaction au massacre du 28, Paris a annoncé son interruption de la coopération militaire, on a ainsi appris – pour la première fois officiellement – que la dite coopération avait été reprise, impliquant même des livraisons d'armes effectuées en 2008. Aujourd'hui, le pouvoir français semble être divisé concernant l'attitude à adopter vis-à-vis du régime guinéen. Bernard Kouchner, mais aussi Alain Joyandet (ministre de la Coopération) condamnent la répression. Mais pas plus tard que le 17 septembre 2009, Patrick Balkany – le maire UMP de Levallois qui sillonne depuis plusieurs mois l'Afrique en mission pour Nicolas Sarkozy mais sans aucun mandat officiel – a reçu le numéro 2 de la junte guinéenne à Paris. A cette occasion, il l'a rassuré sur le fait que la candidature de Dadis Camara aux élections pour faire légaliser son pouvoir « ne pose aucun problème ».



Pour nous, plus que jamais, la solidarité et le soutien au peuple, aux forces politiques civiles qui luttent pour une véritable démocratie, aux associations et aux syndicats guinéens s'impose. Dadis Camara doit respecter le processus de transition et remettre dès à présent le pouvoir à un gouvernement civil ; les forces répressives, dont la garde présidentielle, doivent être immédiatement démantelées ; et une commission d'enquête doit être mise sur place pour identifier et traduire en justice les auteurs de ces meurtres et actes de violence. La solution passe par un gouvernement civil de transition regroupant les partis politiques sous le contrôle des organisations syndicales, des structures de quartier, des associations démocratiques de la société civile. La tâche de ce gouvernement devrait être d'œuvrer à la mise en place d'élections réellement démocratiques, ce qui serait une première depuis l'indépendance du pays. Le NPA sera dans tous les cas partie prenante des actions de solidarité avec le peuple de Guinée.

Bertold de Ryon

A lire : la déclaration n°5 du Forum des forces vives de Guinée du 30 septembre 2009 sur le site de *Libération Afrique* <http://www.liberationafrique.org/spip.php?article2523>

Et pour plus d'information sur les mobilisations de soutien au peuple guinéen, contactez le collectif « Vigilance élections africaines 2009-2010 » : <http://www.electionsafricaine.org/>.

2004-2009: le mandat de l' « antiterrorisme » en Tunisie

Le 25 octobre prochain auront lieu les élections présidentielles et législatives en Tunisie, à l'issue desquelles le président et le parti au pouvoir seront reconduits à l'écrasante majorité des « voix », réitérant les scores des mandats précédents. En vertu d'un amendement de la Constitution en 2002, le président est inamovible. La pérennité présidentielle s'est doublée de l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi, promulguée le 10 décembre 2003, dite « de soutien à l'effort international de lutte contre le terrorisme et contre le blanchiment d'argent », qui a été appliquée dès 2004. Elle a été adoptée alors qu'en dehors de l'attentat contre la synagogue de Djerba le 11 avril 2002 – que les autorités refuseront dans un premier temps de reconnaître comme acte de terrorisme –, aucun événement particulier n'était à signaler. Les attentats du 11 septembre restent la justification pour le régime de la promulgation de ce texte, qui allait fabriquer en cinq ans, ex-nihilo, des terroristes par centaines, grâce à une définition extensive du terrorisme.



La promulgation de ce texte contredit implicitement la propagande du régime dont le refrain connu, destiné aux investisseurs étrangers et aux touristes, conjugait la publicité sur la Tunisie, « terre de sérénité » et la dénonciation des « démocraties » occidentales laxistes, refuges des terroristes. L'application de la loi va conduire à l'arrestation et aux procès de plus d'un millier de jeunes Tunisiens en Tunisie cette fois-ci (chiffre avancé par les ONG de défense des droits de l'Homme en 2008), et à leur incarcération. Elle va transformer de facto le Tribunal de Première Instance de Tunis en juridiction d'exception car il est le seul compétent pour déférer les prévenus, à proximité des centres de décision, et d'« instruction » dans les salles de torture du ministère de l'Intérieur tandis que des entorses sont prévues par rapport au code de procédure pénale en vigueur. La prison de Tunis va devenir leur lieu de détention le

temps de la procédure.

En 2004, le couperet ne s'abat pas uniformément sur la jeunesse. La promulgation de la loi coïncide avec l'intervention impérialiste en Irak, cette dernière déclenchant des aspirations à la solidarité, y compris militaire, avec la résistance irakienne, sur fonds de retour à une pratique massive des rites musulmans au sein de la jeunesse des deux sexes. Aussi, le pouvoir laisse une partie de ces jeunes voyager et pratique une intense activité de renseignement. Les années suivantes sont celles de la répression massive, violente, obscène. Ces jeunes gens – car il s'agit d'hommes –, sont arrêtés de façon illégale, torturés lors de détention au secret, puis déferés devant le juge d'instruction qui les fait écrouer à la prison de Tunis sur la base d'aveux extorqués ou de procès verbaux signés sous la torture.

En prison, les mauvais traitements continuent. Lors de procès inéquitables, de lourdes peines sont distribuées, parfois plusieurs peines pour les mêmes faits. Les familles des accusés sont terrorisées par tout un arsenal d'intimidations, de menaces et de violences. Les jeunes, une fois libérés, sont soumis à un régime d'apartheid, les empêchant de travailler, de circuler et les privant de leurs droits. Ouvriers, lycéens, chômeurs, parfois étudiants ou artisans, c'est toute une génération aux intentions méconnues qui a été réduite au silence par la torture et ses séquelles. Et dire que certains rêvaient d'en découdre avec la répression vécue par leurs aînés : mieux vaut mourir en Irak que sous la torture en Tunisie. Au final bien peu auront gagné l'Irak, et la majorité d'entre eux, dont l'engagement n'a pas dépassé le stade de la fréquentation assidue de la mosquée locale et d'un respect scrupuleux des obligations religieuses, auront connu, comme leurs aînés, arrestations, tortures et emprisonnement. Puis viendra la répression déclenchée à la suite des affrontements armés de Slimane, fin 2006.

A la différence des prisonniers des décennies précédentes, aucun parti, aucune organisation ne les revendiquera et ne les soutiendra en prison. Ils sont atomisés, seuls pour se défendre face au système. L'absence de structuration préalable aura pour effet la multiplication des luttes individuelles en prison au début du quinquennat, dépassée depuis peu par des tentatives d'actions collectives (prières ou grèves de la faim). Cette répression qui a laissé des jeunes handicapés, meurtris, blessés et silencieux a eu pour corollaire imprévu l'entrée en lutte de leurs parents indignés. Ces derniers ont spontanément exprimé leur révolte et beaucoup d'entre eux ont pris des risques, créé des structures de solidarité, même informelles et plus ou moins ponctuelles. Des centaines de femmes que rien ne prédisposait à l'action politique ont tenté de s'organiser pour défendre leurs « enfants ».

De l'Italie à la Syrie en passant par les Etats-Unis, l'Irlande ou la France, bien des pays ont prêté main forte au régime tunisien en lui livrant pieds et poings liés des « terroristes » qui croupissent à leur tour en prison puisque la loi punit les actes terroristes commis à l'étranger ou depuis l'étranger. L'Italie s'est distinguée récemment en passant outre les injonctions de la Cour européenne des Droits de l'Homme lui recommandant de surseoir à l'exécution de renvois, et ce, à plusieurs reprises. Le 25 octobre, en refusant de jeter leur bulletin dans l'urne, quelque soit la couleur de ce dernier, les électeurs diront non à la massification de la torture, à l'anéantissement d'une génération, à l'institutionnalisation de l'impunité, et partant, à la pérennité de la dictature.

La lutte pour des syndicats indépendants en Égypte

Le 21 avril 2009 marque une avancée historique dans la lutte des classes en Egypte. Après 51 ans d'absence d'indépendance syndicale, les fonctionnaires collecteurs de la taxe foncière ont pu officialiser le premier syndicat indépendant, le Reta. Le nouveau syndicat compte 40 000 membres sur environ 55 000 employés dans le secteur. Cet événement constitue un pas décisif dans un contexte marqué par la montée des luttes sociales.



Membre de RETA lors de la création de leur syndicat

Il est important de préciser que la naissance de ce syndicat est le produit d'une vague de grèves sans précédent qui secoue le pays depuis 2007, et en particulier de la lutte acharnée des collecteurs de taxes pour obtenir son officialisation. Cette première organisation qui défend les intérêts des travailleurs est appelée à jouer un rôle moteur dans les mobilisations à venir, et son élargissement aux autres secteurs se présente comme un enjeu crucial de celles-ci. Depuis la première grève déclenchée à Mahalla al Kubra située dans le Delta du Nil, le pays a connu une succession de grèves, sit-in et manifestations qui ont culminé avec l'appel à une grève générale le 4 avril 2008. Les victoires obtenues ont permis d'accroître la confiance des travailleur-euse-s quant à leur capacité à défier le pouvoir en place. Il est également apparu nécessaire, pour consolider et étendre la lutte, de faire reconnaître des droits démocratiques tels que le droit à l'auto organisation.

Les syndicats dominants sont affiliés au pouvoir, en héritage du système nassérien. Ils constituent un obstacle à la mobilisation des travailleurs. En effet, ils condamnent souvent les grèves, car elles sont illégales, ce qui a été le cas des collecteurs de taxes qui ont entamé une grève de trois mois ainsi qu'un sit-in de 11 jours devant le Ministère des finances en décembre 2007. Au cours de la lutte, il est apparu évident pour l'ensemble des travailleur-euse-s de rester organisé-e-s, à distance du gouvernement et de sa bureaucratie corrompue. Officieusement, le syndicat existait sous forme de comités au moment où la grève prenait de l'ampleur, et il a fallu un an et des protestations massives devant le Ministère du travail pour le faire reconnaître.

Sur le même modèle que les collecteurs de taxes, et par l'ampleur qu'a pris la grève dans le secteur postal début mai 2009, les postiers ont eux aussi tenté d'officialiser leur syndicat indépendant. Le motif de la grève était le refus de la mise en place d'un système qui permettait aux cadres de licencier les postiers les moins productifs. Les employé-e-s demandaient également l'égalité de statut avec les employé-e-s de la compagnie égyptienne des télécommunications. Ils se sont

heurtés dès le début à la police postale et au syndicat contrôlé par l'état. Ce dernier a essayé de saboter l'action des grévistes à Kafr al-Shaykh, lieu central du mouvement. La stratégie utilisée par les postiers, similaire à celle des collecteurs de taxes, a été de coordonner le mouvement à l'échelle nationale et à organiser des manifestations combatives.

Souvent, les mouvements qui reposent sur des revendications syndicales prennent un tour politique, et affrontent directement l'appareil d'État et son emprise militaire sur la société. Selon le camarade du Centre d'Études Socialistes au Caire, Hisham Fu'ad, alors que les grévistes de Tanta Flax demandaient la renationalisation de l'entreprise en brandissant le portrait de Moubarak, leur mouvement les a conduits à remettre en cause leur soutien au gouvernement, en manifestant leur défiance par des slogans violemment anti-Moubarak. A Mahalla, les travailleur-euse-s sont même allé-e-s jusqu'à piétiner son portrait et à ériger son tombeau symbolique. C'est donc face à la pression des employeurs, de l'État et de ses valets syndicaux que les militant-e-s pour un syndicalisme indépendant luttent et se coordonnent pour généraliser l'avancée des collecteurs de l'impôt foncier.

On comprend que des revendications économiques prennent immédiatement un caractère politique quand des activistes sont licencié-e-s, intimidé-e-s, ou même arrêté-e-s, comme les deux travailleurs de l'usine textile Abul Sebae à Mahalla al-Kubra le 2 août dernier, pour de faux motifs selon les militant-e-s pour un syndicalisme indépendant. On comprend aussi qu'un tel combat soit à l'avant-garde des luttes de classe dans la région, ouvrant des perspectives révolutionnaires en Égypte comme dans l'ensemble du Proche et Moyen-Orient.



Logo du mouvement politique "Kifaya" ("Assez") lors d'une manifestation au Caire

C'est pourquoi il est crucial d'y apporter notre soutien, car toute victoire en direction de l'indépendance de classe des opprimé-e-s vaut pour l'ensemble de notre camp politique et de ses organisations.

Sellouma

Les sources de ce texte viennent pour une grande part des articles de Mustafa Bassiouny et Anne Alexander parus dans le journal Socialist Worker n°2154 et 2165.

« Il est urgent que les peuples d'Afrique passent à l'action »

Déclaration finale du 8^e Forum des peuples, Bandiagara (Mali), 10 juillet 2009

La 8^e édition du Forum des peuples, à Bandiagara (région de Mopti) au Mali, s'est déroulée du 8 au 10 juillet 2009 dans un contexte de crises internationales (crise financière, crise économique, crise alimentaire, crise écologique et crise sociale). Le constat est sans appel : il s'agit bien d'une crise structurelle du système capitaliste mondiale. Dans ce contexte, le G8, ce directoire illégitime et anti-démocratique, réuni en Italie, prétend apporter des solutions, alors que ce sont leurs recettes qui ont conduit le monde à cette situation dramatique. Les peuples du monde ne sont pas dupes, ils n'attendent rien d'eux. Il en est de même pour le G20, tout aussi illégitime malgré la présence de quelques pays dit émergents. Ces crises ont un impact dramatique sur les conditions de vie des populations, particulièrement les plus pauvres d'entre elles. Bandiagara, où se tient le Forum des peuples reflète d'ailleurs bien les conséquences de ces crises multiples et connexes : pauvreté, manque d'eau, faible scolarisation, récoltes insuffisantes. ..

Nous, mouvements sociaux, organisations et participant-e-s au Forum des peuples, nous opposons au diktat des dirigeants du G8 et à leurs alliés. Nous exigeons des gouvernements du Nord et du Sud la mise en place d'alternatives en rupture avec le système capitaliste qui garantissent les droits humains fondamentaux des peuples.

- Pour la souveraineté alimentaire
- Le rejet de la signature des Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Union Européenne et les pays ACP et de tout autre accord de libre échange
- Le refus des Organismes Génétiquement Modifiés et des agro-carburants
- La mise en place de politiques contre la spéculation foncière
- Le soutien et le développement de l'agriculture paysanne
- Pour la libre circulation des personnes (conformément à l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)
- Le refus des politiques migratoires de l'UE (pacte européen sur l'immigration, FRONTEX, directive « retour », accords de réadmission...). Nous exigeons de nos gouvernements qu'ils s'opposent à l'ensemble de ces politiques de l'Europe « forteresse ».
- Le retour immédiat et inconditionnel des détenteurs de récépissé de demande de carte de séjour actuellement bloqués à l'aéroport de Bamako (Mali).
- La régularisation de tous les sans papiers résidant dans les pays du Nord.
- La ratification par les pays européens de la Convention des Nations Unies du 18 décembre 1990 sur le droit des travailleurs migrants et leurs familles.
- Pour la reconnaissance des biens communs de l'humanité
- Arrêt immédiat des privatisations de l'eau, non à la marchandisation des biens communs
- Respect du droit à l'accès universel à l'eau
- Pour l'émancipation des femmes et l'égalité hommes-femmes
- Assurer la participation des femmes aux prises de décisions politiques et économiques
- Soutenir les initiatives économiques des femmes africaines
- Abolition de toutes les politiques discriminatoires à l'égard des femmes
- Pour l'annulation de la dette des pays du Sud
- Annulation / répudiation immédiate et inconditionnelle de la dette des pays du Sud
- Mise en place d'audits de la dette comme outils au service de ces revendications
- Versement de réparations aux pays du Sud

- Abolition de la Banque mondiale et du FMI, refus de leur légitimation par le G8 et le G20.
- Pour la paix entre les peuples
- Refus des guerres impérialistes et de domination néocoloniale
- Refus des guerres d'exploitation et de pillage des ressources naturelles
- Refus de transformer nos armées en force auxiliaire de résolution des conflits occasionnés par les puissances du Nord pour l'exploitation des ressources naturelles.
- Démantèlement immédiat des bases militaires étrangères sur le sol africain et refus de l'installation de nouvelles bases sous prétexte de lutte contre le terrorisme.
- Refus des accords de défense avec les pays du Nord.
- Pour le respect des droits des travailleurs
- Respect des luttes sociales et du droit de grève
- Réintégration obligatoire de tous-tes les travailleurs licenciés
- Pour un travail décent
- Pour le principe d'autodétermination des peuples
- L'arrêt immédiat et sans condition des ingérences extérieures dans les affaires intérieures des États.
- Le refus des démocraties bananières qui répondent aux intérêts des pays du Nord et de leurs multinationales.
- La fin des politiques néocoloniales
- Pour le respect de la nature et la lutte contre le changement climatique
- Reconnaissance d'une dette écologique des pays du Nord au pays du Sud
- L'arrêt de la surexploitation des ressources naturelles par les pays du Nord
- La diminution drastique des gaz à effet de serre par les pays du Nord



Nous appelons l'ensemble des mouvements à se mobiliser pour la mise en œuvre de ces revendications et alternatives lors des dates suivantes.

Mobilisations internationales

- * **12 octobre 2009** : Journée contre la marchandisation, la colonisation et pour la Terre Mère
 - * **12-18 octobre 2009** : Semaine d'action contre la dette et les institutions financières internationales
 - * **07-17 décembre 2009** : Contre sommet à la conférence cadre des Nations Unies sur le changement climatique – Copenhague (Danemark)
 - * **18 décembre 2009** : Journée internationale des migrant-e-s
 - * Préparation de la Marche mondiale des femmes de 2010
- Mobilisations africaines
- * **15 novembre 2009** : Journée pour la paix en Côte d'Ivoire étendue à l'Afrique.

A l'occasion de la troisième édition de l'Étrange Rencontre Déclaration des participant-e-s à l'Étrange Rencontre (Lomé, le 22 Août 2009)



l'étrange rencontre 3

de la jeunesse europe afrique

développement, jeunesse, informations alternatives et militantes

Lomé, Togo - 17 au 22 août 2009



La jeunesse consciente et engagée, au sortir de la troisième rencontre internationale de jeunes d'Afrique, d'Europe et d'Amérique dénommée « Étrange rencontre » tenue à Bè Dangbuipe à Lomé, du 17 au 22 août 2009 autour du thème : « Vie chère et OMD : Jeunesse d'ici et d'ailleurs, même crise, même combat », déclare :

Sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

- Vu le décalage entre les OMD et les réalités de nos pays ;
- Constatant le faible niveau des indicateurs de mise en œuvre des OMD

L'Étrange Rencontre 3 retient que la mise en œuvre des OMD est un échec qui maintient les peuples africains dans une spirale de sous-développement.

Par conséquent, la jeunesse consciente et engagée exige de nos États le choix d'un développement pensé et exécuté par les africains et pour les africains.

Sur la crise mondiale

- Vu l'origine de la crise (financière, alimentaire, énergétique...) et son impact sur la planète et particulièrement sur les populations vulnérables d'Afrique, d'Amérique, d'Europe et d'Asie ;
- Constatant que les solutions appliquées par les pays occidentaux pour atténuer et enrayer cette crise se limitent uniquement à leur propre nations ;

L'Étrange Rencontre 3 dénonce cette crise qui n'est que la conséquence du système néolibéral, orchestré, imposé et entretenu par l'Occident. Ce système bafoue la dignité humaine et compromet l'avenir de la jeunesse.

Par conséquent, la jeunesse consciente et engagée rejette ce système et appelle :

- D'une part à une révolution culturelle des peuples conduisant à un re-fondement social, politique et économique de nos États ;
- Et d'autre part, à une fédération des luttes de la jeunesse consciente et engagée de tous les pays pour faire échec aux politiques néolibérales, à la Françafrique, et aux dirigeants africains qui prennent en otage les ressources de leurs pays au détriment du peuple.

Sur la lutte de la jeunesse

- Vu la dégradation des conditions de vie de la jeunesse
- Constatant l'absence de politiques appropriées pour garantir un avenir meilleur à la jeunesse ;

L'Étrange Rencontre est l'exemple d'une jeunesse qui prend en main son avenir. L'Étrange Rencontre 3 dénonce le laxisme d'une frange importante de la jeunesse.

Par conséquent, la jeunesse consciente et engagée exhorte à plus de dynamisme et d'engagement patriotique et encourage la

formation et l'auto-emploi de la jeunesse, car seul, le travail peut nous libérer.

Sur la situation au Togo

L'Étrange Rencontre se félicite de la tenue de la rencontre au Togo et du soutien de la communauté de Bè, des autorités traditionnelles et des autorités administratives de Lomé. L'Étrange Rencontre 3, à l'approche des élections présidentielles de 2010 au Togo, invite la jeunesse togolaise à se mobiliser contre les manœuvres d'achat de conscience et à œuvrer pour des élections paisibles et transparentes. La jeunesse consciente et engagée demande une union de la population togolaise et exhorte les jeunes d'ici et d'ailleurs à faire front au système de division de la population.

Sur la détention de Marou Amadou au Niger

- Vu l'atteinte grave aux libertés individuelles se traduisant par l'arrestation arbitraire du camarade de lutte Oumarou Marou, symbole de la résistance à la modification de la constitution du Niger ;
- Vu le respect du droit des peuples et du soutien qu'on se doit d'accorder à tout ceux qui luttent pour le préserver ;

Nous jeunes des trois continents Afrique Europe et Amérique au sein du réseau Étrange Rencontre 3 de Lomé, réaffirmons notre soutien indéfectible au militant Oumarou Marou et exigeons sa libération sans condition de la part des autorités de Niamey.



Un atelier de l'Étrange rencontre intitulé : « Comment les femmes peuvent-elles résister au harcèlement des hommes ? » (Zoulstory.com)

La France contre la démocratie en Afrique

La vantardise de Robert Bourgi a confirmé un secret de polichinelle. En révélant, lors d'une interview sur RTL en septembre dernier comment les réseaux néocolonialistes avaient réussi à virer Bockel, secrétaire d'État à la coopération, Bourgi provoque un malaise. Les chroniqueurs de droite feignent de découvrir le pouvoir de ces réseaux et s'en offusquent. Malaise aussi du côté du gouvernement qui, sans démentir les faits, se contente de réaffirmer que Bourgi n'occupe aucune fonction officielle. Quant aux experts qui nous annoncent, à longueur de pages, que la Françafrique n'existe plus, ils en sont de nouveau pour leur frais. Il est vrai que certaines situations prises isolément pourraient le faire croire.



Depuis la fin du Giscardisme, deux tendances existent sur la manière de conduire la politique africaine de la France. Elles ont un socle commun – celui de pérenniser et optimiser la relation impérialiste que la France impose à l'Afrique – mais divergent sur les manières d'y parvenir. La première tendance est celle des réseaux africains mis en place par Foccart, qui rassemblent hommes d'affaires, barbouzes, militaires et hauts fonctionnaires autour de liens d'affaires, d'amitiés, de faits d'arme et/ou de loge maçonnique, etc. La seconde, qui se veut moderniste, pense que la France doit, non pas rompre, mais prendre ses distances avec ces réseaux, jugeant leur action néfaste à sa réputation et l'entraînant dans des situations préjudiciables au niveau de la politique étrangère. Ces deux approches ne sont pas liées à un courant politique particulier et traversent les gouvernements de droite comme de gauche.

Mitterrand, proclamé candidat du changement, tentera de prendre ses distances avec les réseaux africains, notamment après les frasques de Giscard et de Bokassa en Centrafrique. Jean-Pierre Cot au Ministère de la coopération en 1982 tentera d'instaurer une certaine moralisation en développant une relation plus conforme au standard international avec les anciennes colonies. La suite est connue : démission de J.P. Cot du gouvernement et victoire des réseaux africains qui auront défait, pour longtemps, la tendance moderniste. Mitterrand rentrera dans le rang. Il fera parrainer par les réseaux africains son fils qui deviendra ainsi le responsable de la cellule africaine de l'Élysée et sera connu, sur le continent, sous le sobriquet de Monsieur « *Papamadit* ». Ensuite il continuera une carrière classique,

identique à celle de ses parrains trafiquant d'armes, notamment vers l'Angola, avec son collègue Pasqua. Quant au père, il impliquera la France, son armée et ses barbouzes dans le génocide des Tutsis au Rwanda ; sa femme, Danièle Mitterrand, s'occupera de l'humanitaire avec « France-Libertés » (Par égard à la culture, on n'évoquera pas le neveu).

Sarkozy, proclamé candidat de la rupture, lui aussi décide de prendre ses distances avec les réseaux africains. Ainsi, le secrétaire à la coopération, Jean-Marie Bockel, entame une timide avancée dans une interview au *Monde* en janvier 2008, sous couvert d'appliquer la politique de Sarkozy. Il prend soin de n'attaquer aucune personnalité et pense qu'il fera mieux que Cot. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, Bockel sera débarqué quelques semaines plus tard.

L'impossible rupture

Il est de bon ton de relativiser l'intérêt économique de la France pour l'Afrique, mais la réalité des chiffres démontre le contraire. Les échanges économiques en 2008 s'élevaient à plus 52 milliards d'euros. Le CIAN (Conseil Français des Investisseurs en Afrique) annonce 40 milliards d'euros de chiffre d'affaire pour les 80 entreprises adhérentes à cet organisme. Les principaux secteurs économiques (logistiques, le bâtiment, les transports, eau, télécom...) sont aux mains des filiales françaises. En bref, comme le résume en avril 2008 sur le site *Linternationalmagazine.com* le patronat français et les financiers anglophones : « *L'Afrique reste très rentable* ». Mais l'impérialisme français est confronté directement à la concurrence des autres impérialismes. Les Chinois tout d'abord : la valeur des échanges passe de 817 millions de dollars en 1997 à 10 milliards en 2000 pour dépasser les 100 milliards en 2008. La courbe est identique pour l'Inde : en 1991 les échanges commerciaux étaient de 967 millions de dollars pour culminer à 35 milliards en 2008. Il est vraisemblable que ce volume augmente peu car l'économie indienne est beaucoup moins tournée vers l'exportation contrairement à sa voisine asiatique. A cela s'ajoute la volonté des États-Unis de diversifier leurs sources d'approvisionnement, notamment en pétrole. Les pays visités par Hillary Clinton comme l'Angola et le Nigeria montrent l'importance de cette voie considérée comme un des éléments de la sécurisation énergétique du pays. Cette volonté états-unienne est, pour la France, une réelle menace. Le seul avantage concurrentiel de la France – pour parler comme les économistes libéraux – réside justement dans les réseaux néocolonialistes qui ont construit un système simple mais efficace : les dirigeants africains favorisent les entreprises françaises qui, à leur tour, les subventionnent. Le « plus » réside dans la protection politique et parfois militaire de la France. En d'autres termes, faire du Business avec les entreprises françaises c'est la garantie de s'enrichir, mais c'est aussi la garantie de rester au pouvoir ou de le conquérir !

C'est ainsi que la politique française en Afrique agit sur deux fronts : préserver le personnel politique acquis aux intérêts de la France et encourager la déstabilisation de ceux qui ont une quelconque velléité d'autonomie vis-à-vis des exigences de l'ancienne puissance coloniale. Les crises récentes qui secouent l'Afrique francophone témoignent de cette situation.

Le Niger vient de passer un accord avec Areva pour l'exploitation d'Imouraren, la plus grande mine d'uranium. En contrepartie, le président nigérien Tanja peut dissoudre l'Assemblée nationale puis le Conseil constitutionnel, interdire les manifestations, réviser la Constitution par un vote truqué frôlant les 98 % et emprisonner les opposants. La France se contente

d'appeler ...à la « retenue ».



Manifestation de l'opposition nigérienne

Au Congo Brazzaville, un des fiefs de Total et Bolloré, les élections ont eu lieu le 12 juillet. Quelques mois avant, le 28 mars Sarkozy déclarait : « grâce au Président Sassou Nguesso, le Congo a retrouvé la stabilité et la sécurité ». Après ce soutien officiel, des députés UMP se sont transformés en observateurs électoraux et ont affirmé que les conditions d'élection étaient bonnes, légitimant les 78.6% de voix recueillies par Nguesso. Ils sont allés jusqu'à protester contre le « néo-colonialisme » du représentant de l'Union européenne, Miguel Amado, qui doutait de la sincérité du scrutin. (Lire l'entretien ci-dessous)

A **Madagascar**, la France soutient l'homme d'affaire Rajoelina qui a fomenté un coup d'État contre l'autre homme d'affaire

Ravalomanana qui avait développé une politique plus indépendante que ses prédécesseurs. Ce soutien à Rajoelina se double d'un soutien à la mouvance plus indépendante de Didier Ratsiraka qui bénéficie des avions de l'ETEC pour se rendre aux conférences de sortie de crise à Maputo.

En **Mauritanie**, après avoir officiellement condamné le coup d'État qui a démis le président élu, Sarkozy l'a justifié, pour ensuite soutenir, sans réserve, un processus électoral entaché de fraudes pilotées par Bourgi et le représentant local de la DGSE. Le but: faire entériner par la communauté internationale le fait accompli du putsch.

Au **Gabon**, la plupart des candidats aux élections présidentielles, après le mort de Bongo, n'avaient jamais manifesté de volonté de rupture avec Paris. En toute logique, la France aurait dû respecter une totale neutralité. Et pourtant Bourgi a défendu la candidature du fils Bongo, Ali. Et une fois proclamé vainqueur, Sarkozy s'est précipité pour le féliciter, alors que les preuves de fraudes s'accumulaient.

L'analyse détaillée de la relation impérialiste de la France vis-à-vis de l'Afrique montre que ces officines africaines restent un passage incontournable pour la défense des intérêts des multinationales françaises. Plus la concurrence s'aiguise et plus ces réseaux vont se resserrer et s'opposer frontalement aux exigences de démocratie des peuples africains. Non que la démocratie risque de changer un tant soit peu la nature des relations impérialistes françafricaines. Elle risque simplement de marginaliser un système construit depuis des années. En ce sens, la politique de la France est l'obstacle majeur à la démocratie en Afrique. C'est sur cette compréhension que se développe notre solidarité anti-impérialiste avec les peuples d'Afrique.

Paul Martial

« En Françafrique, il n'y a pas d'élection »

Les élections au Congo Brazzaville sont passées relativement inaperçues. Pourtant, elles illustrent les agressions de l'impérialisme français, qui, après avoir soutenu les deux camps d'une guerre des plus meurtrières à la fin des années 90, entérine une mascarade électorale qui permet à Sassou Nguesso de continuer à livrer les richesses du pays aux multinationales françaises comme Total ou Bolloré. Nous revenons sur ces élections avec Olivier Bidounga, délégué aux relations extérieures de la Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD).

« Afriques en lutte »: dites nous deux mots sur la campagne électorale

Olivier Bidounga : En Françafrique il n'y a pas d'élection, c'est un leurre pour faire croire qu'il y a une démocratie. Mais en fait, la venue au pouvoir de Sassou Nguesso s'est toujours faite par coups d'État entérinés par une pseudo élection a posteriori. C'est la suprématie de la force car on muselle les populations en instillant la peur, créant un électorat captif, ou la résignation par des crimes extrajudiciaires : assassinats en masse, viols, vols et spoliations. Une campagne électorale respecte des règles internationales et nationales. Or, dans ce cas d'espèce au Congo, l'opposition est accompagnatrice reconnaissant son coup d'État et recevant des subsides de Sassou. La campagne avait été biaisée sans débats et projets politiques si ce n'est d'accréditer le coup d'État et négocier sa place à la mangeoire.

Sassou Nguesso a été élu avec 78% des voix. Quelles ont été les réactions au Congo ?

Mme Sassou Nguesso appelait les populations qui fuyaient la capitale à rester pour aller voter. Or celles-ci, fortes de leurs expériences passées, n'y sont allées qu'à 5%. Les 78% sont tout

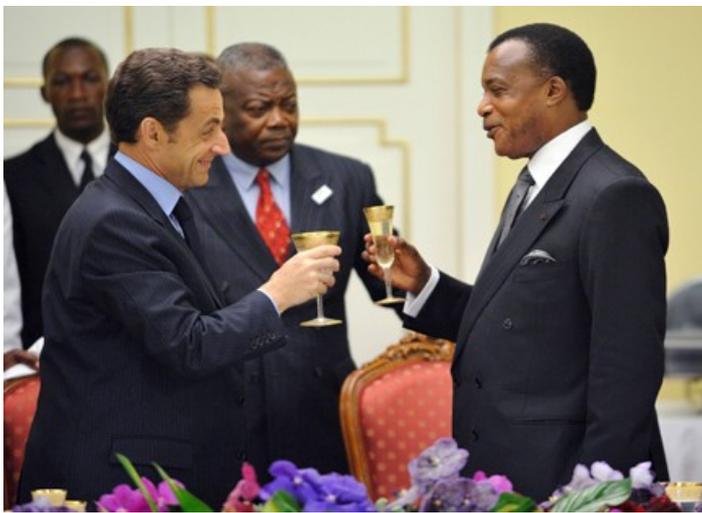
simplement faux, constat fait par les ONG de terrain sur place ainsi que les média.

La guerre civile continue à peser au Congo ?

Nous, on n'appelle pas ça des guerres civiles mais plutôt des guerres contre les civils ou guerres orphelines. Elles ont été fabriquées de toutes pièces. Ce ne sont pas des populations opposées à d'autres, ni des ethnies contre d'autres, mais des jeunes organisés en « milices » qui pillent, violent et volent les populations civiles. Les problèmes de la jeunesse ne sont pas résolus. Mais elle est utilisée par les seigneurs de guerre pour instiller la peur dans les populations et les détourner de la problématique de développement et de leur avenir. Le pouvoir se désengage de ses responsabilités mais fabrique un banditisme qu'il saura exploiter pour entretenir un climat de psychose, et un enrichissement des affidés du système.

Peux-tu préciser le rôle de la France dans cette période électorale ?

Déjà avant les élections en mars, Sarkozy; lors de son séjour à Brazzaville, avait félicité Sassou Nguesso pour les résultats de son gouvernement. Alors que les systèmes de l'ONU font les constats de la pauvreté avec 70% de la population qui vit avec moins d'1 dollar/jour. Cette mafia-afrique a été représentée par messieurs Toubon, Gaubert et Mancel qui y sont allés à l'appel du pouvoir en place pour légitimer ses pseudo élections, alors que l'Observatoire congolais des droits de l'Homme (OCDH) a conclu que cette élection n'était ni juste, ni transparente, ni équitable. Pareil pour Miguel Amado, représentant de l'UE, qui n'avait pas jugé opportun d'y faire venir des observateurs pour cause de non observation des recommandations des scrutins de 2002.



Après que Sassou ai prêté serment, quelles sont les perspectives ?

Pour nous, il n'a pas été élu. Sa véritable élection c'est d'avoir pris les armes avec des armées étrangères pour reconquérir le pouvoir congolais. Nous nous organisons en tant que société civile pour dire non à la mascarade électorale et refuser les coups

d'État, comme l'a stipulé la Conférence nationale souveraine en 1992 au Congo. Nous n'attendons pas une alternance politique, mais plutôt une transition découlant d'un soulèvement populaire. Seule une transition pourra préparer de véritables élections, remettant à plat les problèmes de ce pays :

- dégager les véritables responsabilités des uns des autres dans les crises, crimes de sang et économiques;
- lutter contre l'impunité;
- mettre au cœur de la société congolaise la Justice, élément essentiel pour aller de l'avant.

Sinon, tant qu'on ne saura pas qui a fait quoi et pour qui, il n'y aura pas de démocratie, mais la continuation du banditisme et du clientélisme. Ainsi le pays pourra retrouver sa mémoire et construire un avenir équitable.

Y a-t-il des organisations de la société civile ?

Oui il y en a des organisations qui luttent, par exemple « Publiez ce que vous payez » une coalition de plusieurs associations. Il y a aussi l'OCDH, la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH), l'Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral (ADHUC) qui sur place, dénoncent et font des recommandations. Et nous, FCD, au niveau de la diaspora. Sans oublier des individualités noyées dans la population. Ainsi que les confessions religieuses catholiques et protestantes qui font régulièrement des recommandations sans complaisance.

Actualités internationales

Inauguration du « Ministère de la régularisation de tou-te-s les Sans-papiers », rue Baudelique, à Paris (France)

Occupé depuis le 17 juillet par la CSP75, rapidement rejointe par d'autres collectifs de sans papiers, l'immeuble de la CPAM, rue Baudelique à Paris 18ème, a vocation à devenir l'un des lieux emblématiques de la résistance et de la riposte à une politique de plus en plus raciste et répressive de chasse aux immigré-e-s. L'officialisation de ce projet a pris forme samedi 26 septembre par l'inauguration symbolique du « Ministère de la régularisation de tou-te-s les Sans Papiers » et la pose d'une plaque. La présence de personnalités du monde politique (Alain Krivine, Clémentine Autain, Karima Delli), syndical (Annick Coupé), artistique (Cali), associatif et de la société civile (Monseigneur Gaillot) a marqué cette journée d'une émotion et d'une détermination très forte.

Plus de 2000 Sans-papiers évoluent en rotation sur le site et participent à des activités militantes, comme des diffusions de tracts; artistiques, comme les concerts et animations des journées «portes ouvertes»; ou encore pédagogiques, avec la mise en œuvre d'un échange de savoirs. Lieu de lutte, lieu de vie, le Ministère a été créé dans une perspective fédératrice, et la réunification des collectifs en est l'une des réussites. En effet, 9 collectifs y cohabitent déjà, certains Africains, d'autres Turcs et Kurdes. Et ce n'est que le début. Face à un pouvoir qui ne cesse d'envoyer des signaux nauséabonds à un électorat réactionnaire, toutes les formes de luttes sont complémentaires et doivent être mises en synergie, tant celle pour la régularisation globale que celle arrachée à l'article 40 !

C'est notre projet internationaliste qui est au cœur de ce combat. A nous de porter une parole et une action unitaires en faveur de la liberté de circulation, de séjour et d'installation. Les récents et douloureux événements de Calais nous interpellent. Le démantèlement tout en « délicatesse » (sic) de la « Jungle » a jeté toute une population dans l'errance et la peur, une

population bombardée chez elle par les gouvernements occidentaux, et à qui on refuse le droit de vivre en paix. Il est de notre responsabilité de faire converger toutes les résistances et toutes les initiatives pour combattre cette politique qui, à l'échelle européenne, méprise les êtres humains, stigmatise les étranger-e-s et pratique avec obscénité l'utilitarisme migratoire. Cette sélection est indigne.



Avec ou sans travail, intérimaires, au noir, isolé-e-s, malades, tou-te-s ont le droit de vivre ou de transiter où ils le souhaitent. Et c'est cette vision politique, sociale et humaine que représente le Ministère. Le succès espéré de la manifestation unitaire du 10 octobre, pour exiger la régularisation de tou-te-s les Sans papiers pourrait être une étape décisive vers la prise de conscience et la mobilisation nécessaire de toute la population.

Gisèle F.

**Manifestation à Paris pour la régularisation de tou-te-s les Sans-papiers
samedi 10 octobre, 14h, départ du « Minsitère » du 14 rue Baudelique, paris 18eme**

Marre du business humanitaire !

Le continent africain est un chantier privilégié où associations diverses et autres ONG locales, nationales et internationales, bonne volonté en bandoulière et tiers-mondisme parfois naïf au cœur, s'en vont « aider » l'Afrique et les Africain-e-s à « se développer ».

Dans les aéroports, dans les villages, on ne compte plus les scouts en uniforme, les jeunes qui arborent leurs T-shirts marqués du sigle de leur projet ou de leur association. Ils/elles partent en mission... et s'en reviennent transfiguré-e-s, cheveux nattés, habillé-e-s selon les normes locales, la tête et les sacs emplis de souvenirs, certain-e-s de la grandeur désintéressée de leur belle aventure humaine, jalonnée de rencontres merveilleuses et de découvertes... Je reviens d'une mission au Burkina Faso, où j'ai accompagné deux jeunes d'une association qui soutient un projet de « tourisme solidaire » dans l'Est du pays, mené depuis quatre années par une association locale. Ce projet est un échec, et la mission de bilan qui devait permettre l'analyse des causes des difficultés s'est transformée en une mission de rupture du partenariat. Cette situation est parfaitement classique : d'un côté, nous avons des jeunes Français-e-s qui veulent s'engager pour une cause, qui n'ont aucune connaissance liée aux problématiques du tourisme et du développement, et qui s'associent avec des partenaires au Sud pour mener à bien un projet, en multipliant les initiatives pour trouver de l'argent et les démarches pour obtenir des subventions publiques; et de l'autre une association – ici burkinabé – avec un « Bureau » qui répond à tous les appels d'offre des bailleurs de fonds et qui cherche des relais au Nord, mais qui ne mène aucune activité sur le terrain...



Les « humanitaires » de l'Arche de Zoé

Derrière l'échec du projet de « tourisme solidaire », c'est la logique même du développement par projet qui est posée et doit être questionnée. La globalisation libérale capitaliste entretient une division du travail qui marginalise sciemment les pays africains, dont les pays du Nord se partagent les ressources à vil prix, sans hésiter à intervenir dans les équilibres politiques de ces pays indépendants. Les politiques menées par les institutions internationales et les puissances politiques et économiques occidentales présentes sur le continent conduisent l'Afrique vers sa dépendance et la régression. De plus en plus, des ONG et des programmes de solidarité menés par d'autres structures de cette même mondialisation (Unesco, ONU, etc.) interviennent dans les pays du Sud pour développer programmes et projets plus ou moins ambitieux, plus ou moins onéreux. Professionnel-le-s de l'aide et bénévoles se croisent, mais tou-te-s fonctionnent selon le même schéma : on apporte des fonds, éventuellement de la main-d'œuvre pour réaliser des choses concrètes, et on « aide les Africain-e-s », mais naturellement sans toucher – au nom de la

neutralité politique – aux mécanismes qui organisent le sous-développement. Et dans les pays du Sud, cette vision du développement par projets financés sur un nombre x d'années conduit à produire des stratégies de captation des capitaux par des structures fondées dans cet objectif, répondant aux appels d'offre en respectant à la lettre les mots-clés que les bailleurs de fonds escomptent, et vivant de cette manne en passant d'un projet à un autre.



Si le développement est l'affaire de tou-te-s, le développement des pays en Afrique est avant tout l'affaire des peuples africains eux-mêmes, dans le cadre d'une lutte anti-impérialiste dans les pays du Nord pour que les puissances capitalistes cessent leurs politiques d'exploitation. Il peut être intéressant de mener des projets sur place, et de contribuer à l'amélioration de la vie des populations locales, même en-dehors de toute réflexion géopolitique globale. Mais on ne saurait faire n'importe quoi sous prétexte de bonne volonté. Penser le « développement » et sa définition imposée par le capitalisme globalisé, penser les mécanismes de prise de décision et d'intégration des populations locales à la conception-même des projets et à la répartition des bénéfices, penser la « solidarité internationale » et les valeurs contradictoires que ce concept recèle, et penser les multiples impacts environnementaux, sociaux et économiques d'un projet à l'échelle d'une société ne relève pas du supplément d'âme ni d'un problème marginal, mais d'une étape préalable et indispensable à toute rédaction d'un projet. En dernière analyse, c'est de toute façon aux populations locales et aux peuples de définir leurs besoins et leurs priorités et éventuellement de faire appel à des soutiens pour les épauler, et non pour décider de ce qui est « bon pour eux » à leur place, sous prétexte qu'ils détiennent les financements et maîtrisent cette « ingénierie » du développement enseignée dans les Ecoles supérieures du Capital.

En ce qui concerne les militant-e-s internationalistes, anticapitalistes et révolutionnaires, nos tâches demeurent les mêmes : jeter des passerelles entre les travailleur-euse-s et les peuples à partir de résistances concrètes et de luttes communes, et développer une analyse partagée du fonctionnement du capitalisme globalisé et de ses mécanismes de division, d'exploitation, et de mise en coupe politique, économique et militaire de la planète. Dans ce cadre, nous devons garder des distances nettes avec l'associatif humanitaire, sans toutefois tomber dans l'excès de sa condamnation systématique ; la grande majorité des membres des associations et des ONG sont porté-e-s par un idéal que nous pouvons partager et la volonté de changer le monde « à leur niveau ». Nous devons établir un dialogue et « rappeler « qu'agir localement » ne peut se conjuguer sans le volet « penser globalement » aux causes des inégalités.

Slimane



Les observatoires de santé d'Areva au Niger et au Gabon : payer (un peu) pour polluer librement

Communiqué du collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger », 29 juin 2009

Le 19 juin dernier, Areva a annoncé la mise en œuvre d'observatoires de la santé sur ses différents sites miniers, en particulier au Gabon puis au Niger, en accord avec des associations (Médecins du Monde et Sherpa).



Cet accord intervient peu après l'inauguration de la gigantesque mine d'Imouraren au Niger, dont l'exploitation fait craindre des conséquences désastreuses. Conséquences déjà bien visibles autour d'autres mines que la Cogema, devenue Areva, exploite depuis 40 ans à Arlit. Des organisations et des autorités locales y dénoncent depuis des années les ravages sanitaires, sociaux et environnementaux causés par Areva. Car ce sont non seulement les travailleurs des mines, mais aussi les quelque 60.000 habitants de la ville d'Arlit qui sont potentiellement touchés par la pollution de l'eau et vivent au contact de matériaux et résidus miniers radioactifs ou pollués par la radioactivité – ainsi, des stériles sont laissés à l'air libre, même à proximité de l'hôpital. Areva a toujours ignoré les revendications des populations réclamant des mesures pour réduire les dégâts causés par l'exploitation uranifère, à l'exception d'actions mineures (normes de sécurité pour les travailleurs des mines, récupération de matériaux contaminés utilisés par les habitants d'Arlit). L'accord signé le 19 juin viserait à indemniser les seuls travailleurs des mines qui en font la demande et pouvant prouver les liens entre leur maladie et leur activité ; à faire apparaître les évolutions de l'état de santé des populations locales ; à « faire des propositions pour l'amélioration de l'hygiène et de la sécurité sanitaire des sites miniers ». Mais cet accord soulève de nombreuses questions sur sa mise en œuvre.

- Areva est omniprésente dans ces observatoires. Elle est aussi l'unique pourvoyeur de fonds de ce projet. N'est-elle donc pas juge et partie ? Ces observatoires de la santé peuvent-ils alors travailler en toute indépendance ?
- Comment ces observatoires peuvent-ils afficher un objectif d'indemnisation et passer outre tout engagement relatif à l'information sur la possibilité d'être indemnisé, à la prévention, ou à la sensibilisation des populations sur les risques sanitaires ? Areva peut-elle donc décider elle-même de l'indemnisation des

dégâts dont elle est responsable ? N'est-ce pas le rôle d'une autorité judiciaire indépendante ?

- L'accord parle d'« impact éventuel » des activités minières alors que l'impact sanitaire et environnemental (traitement des déchets, l'emprise sur les ressources en eau ...) a déjà été documenté. Faut-il attendre que des personnes soient déclarées malades pour s'en alarmer ? Pourquoi cet accord ne part-il pas du principe de précaution ?

Il apparaît donc que la mise en place de ces observatoires de la santé s'inscrit davantage dans une opération de communication destinée à redorer l'image désastreuse d'Areva qui communique massivement sur le « développement durable » et l'« énergie propre ». Areva trompe aussi l'opinion publique en séparant la question sanitaire de la question environnementale, comme si l'une et l'autre n'étaient pas inextricablement liées. Au Niger, Areva continue donc à exploiter l'uranium sans se soucier de la pollution qu'elle engendre. Elle continue à épuiser les ressources hydriques dans une région qui en manque cruellement. Cet accord apporte également une caution sociale à Areva, ce qui devrait faciliter l'obtention d'un financement du projet d'Imouraren par la Banque européenne d'investissement (BEI) à hauteur de 1,2 milliards d'euros. Une décision qui devrait tomber dans les prochaines semaines ! Par cet accord, Areva tente également de se dégager de sa responsabilité pénale et civile à moindre coût. Cet accord limité à la santé des seuls travailleurs des mines (et non des populations) devrait concerner, annuellement pour le Niger, entre 15 et 30 personnes.

Le collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger » demande donc, pour le site d'Imouraren, qu'Areva et le gouvernement nigérien assurent : un moratoire sur la mise en exploitation de la mine tant qu'une étude d'impact indépendante n'aura pas été faite et n'aura pas rendu ses conclusions; plus largement, la reconnaissance et la réparation par Areva des dommages sociaux et environnementaux causés par ses exploitations; la mise en œuvre de l'ITIE (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives) dès mars 2010 comme annoncé récemment par le gouvernement nigérien pour que la population bénéficie effectivement de l'exploitation des ressources naturelles; que tous les travailleurs de la mine ainsi que les populations vivant à proximité de l'exploitation bénéficient d'un examen médical complet, d'une évaluation rétrospective des doses subies et de l'inscription dans un programme de suivi sanitaire à long terme réalisé par des organismes médicaux compétents et indépendants; que des taxes parafiscales, comme il en existe en France, soient prélevées et confiées à un organisme de gestion spécialisé et indépendant pour la remise en état des sites après extraction et pour une gestion saine, équitable et concertée des ressources en eau.

Le collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger » : Attac - Beyond Nuclear - Cedetim - CNT - Collectif Tchinchaghen - Les Verts - NPA - Réseau Sortir du Nucléaire - Stop Marchands de Sable Sud Energie/Solidaires - Survie - Via Campesina.

Pour plus d'informations : <http://areva.niger.free.fr>

Du 13 au 23 octobre au Festival du Film Nature et Environnement qui a lieu au Centre Jean Carmet à Murs Grigné (49) à l'initiative de Sortir du Nucléaire49 et Association Itinéraire Sud

- **Exposition « Areva ne fera pas la loi au Niger »**. 9 panneaux pour comprendre et dénoncer

- **Projection du film « Niger : la bataille de l'uranium »**, suivie d'un débat avec Aghali Mahiya (ancien salarié de la Somair, membre du collectif) et Omar Oumarou Sekou (maître sculpteur sur bois à Niamey, au Niger), dimanche 18 octobre à 11h00.

Le 17 octobre en mémoire

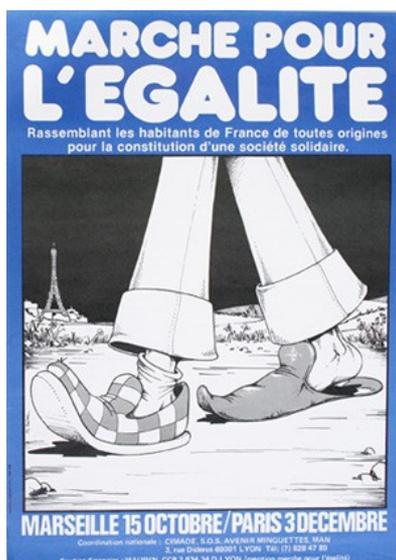
Entretien avec Samia Messaoudi, de l'association « Au nom de la mémoire »

Comment est née votre association ?

L'association est née d'une volonté d'un certain nombre de gens issus de l'immigration face à l'absence de prise en charge de l'immigration. Avant 1981, les immigrés n'avaient pas le droit d'exister dans ce pays. C'est une loi de 1981 du gouvernement Mitterrand qui autorise une vie associative. A partir de là, dans toute la France, de tous les horizons de l'immigration, toutes les communautés immigrées vont décider de prendre à la fois leur devenir associatif, culturel, social, politique en main, et d'avoir une expression à part entière. Ne pas être assisté, ne pas être accompagné par les réseaux de solidarité avec l'immigration... C'est l'immigration qui se prend en charge. On a donc créé cette association en 1981. Mais au départ, on n'avait pas de revendication, d'interrogation spécifique autour de l'histoire. On avait une envie d'exister, en tant que citoyens. Au départ, les revendications étaient plus sur les luttes sociales « français-immigrés », sur les droits de vote des immigrés, contre les discriminations, les injustices, la marginalisation,... Tout ce qui était la relégation de l'immigration était une préoccupation pour nous. On n'était pas dans un projet de construction de quoi que ce soit. On était dans les collectifs antiracistes, on rejoignait toutes les manifestations, tous les événements qui allaient avoir comme valeur l'égalité français-immigrés.

Vous avez fait partie de la « Marche pour l'égalité » ?

Entre 1981 et 1983, il y a vraiment une réelle volonté de construire un mouvement qui va s'appeler le « Mouvement Beur ». J'ai fait partie de la fondation de Radio Beur et de l'association « Au nom de la mémoire » (ANM). Les choses sont liées parce qu'à Beur FM, on se fait l'écho de toute la vie associative de l'immigration. Pas que beur d'ailleurs, ni que maghrébine : il y a tout un tas d'associations qui sont venues, et qui viennent encore à la radio : associations autour de revendications citoyennes, de revendications sociales d'égalité, etc.



En 1983, je fais partie de la « Marche des Beurs ». J'ai marché dans cette France raciste. Il y avait une initiative qui était portée par un curé de Lyon, Christian Delorme, et nous, à la radio, on se faisait l'écho de cette traversée antiraciste. Evidemment on n'était pas Europe 1, on ne faisait pas 3 minutes par jour. On avait « délégué » trois journalistes pour aller marcher, et j'en faisais partie. Tous les jours, on faisait des informations à la radio pour parler de la situation des marcheur-

euse-s, à chaque étape, de tout ce qui était porté par cette marche et cette lutte qui allait aboutir à Paris à un véritable raz-de-marée antiraciste. C'était magnifique : il y avait près d'une centaine de milliers de personnes à Paris à l'arrivée de la marche. Quand j'y pense, on n'y croyait pas... En fait c'était porteur aussi

d'espoir de faire reculer ce racisme qui s'était affiché dans toutes les villes de France, au travers d'une campagne de l'extrême-droite pendant les élections municipales notamment.

En avançant dans ce combat antiraciste, on a commencé à travailler au sein d'ANM sur des outils. On se dit qu'il ne faut pas que manifester, il faut écrire, produire, filmer toutes ces initiatives, tout ce qu'on est en train de mener comme histoire. Et on va commencer à s'intéresser à notre histoire. On est fils et filles d'immigré-e-s, il est important de construire quelque chose autour de cette double appartenance. Se construire de manière individuelle et dans l'espace collectif, c'est reconnaître son passé, c'est-à-dire un passé colonial, une immigration de nos parents. Nos parents sont nés pour la plupart dans l'immigration algérienne en France. Ils quittaient l'Algérie, mais l'Algérie était française. Ils sont arrivés en France dans les années 20. Nous sommes nés dans ce pays, de parents dits français de par la colonie, mais en réalité qui aspiraient déjà à être dans un pays indépendant. Donc, ils se battent en France pour l'indépendance de l'Algérie. Mon père était un militant de la fédération de France du FLN. Et régulièrement, il va porter cette histoire de la guerre de Libération, dans la transmission qu'il va nous faire, à nous ses enfants. Le lot pour beaucoup d'entre nous, les militant-e-s issu-e-s de l'immigration, c'est qu'on porte aussi cette histoire de nos parents.

C'était important pour nous d'évoquer le 17 octobre 1961. Quand il y a eu la « Marche des Beurs », elle a commencé un 17 octobre à Marseille. Nous, à Paris, on a aussi symboliquement rappelé qu'on marchait contre le racisme, mais qu'on marchait aussi contre une loi discriminante, la loi qu'appliquait Papon pour les Algériens. Nous étions sur le canal Saint-Martin pour symboliquement jeter des fleurs à la mémoire des Algériens qui ont été jetés dans la Seine le 17 octobre 1961. Parce que la Seine a charrié des corps, du pont Saint-Michel jusque dans les canaux de Paris et de la région parisienne, au lendemain de la manifestation. C'était la première visibilité de cette jeunesse issue de l'immigration qui allait marquer son territoire à Paris, dans l'engagement autour de ce passé colonial.



Comment s'est effectué votre travail associatif ?

On n'a eu de cesse, chaque année, de poursuivre sur cette thématique, travailler sur cette mémoire coloniale. On n'est pas revanchard du passé. On se dit que ce 17 octobre 1961 est dans la mémoire des Algériens et des Français. Elle est enfouie, elle n'est pas un oubli, elle existe. A Beur FM, chaque 17 octobre, je donne rendez-vous, avec les auditeurs qui ont manifesté. Les souvenirs reviennent. Ils n'ont pas oublié, ces Algériens qui sont au téléphone chaque année. Le travail qui nous semble intéressant à faire est un travail de transmission citoyenne. Il faut avoir une reconnaissance ici en France. On travaille pour que cette reconnaissance soit juste, au sens vrai du terme, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas anecdotique ou symbolique, etc. C'est bien les symboles, ça fait avancer le schmilblick, mais ce n'est pas suffisant. On a une plus grande exigence que ça. On s'est dit qu'il fallait des outils pour ça. Donc on a décidé de travailler ces témoignages, on a publié un livre, fait un film et une exposition en 1991. De 1983 à 1991, chaque année, des rendez-vous sur le pont Saint-Michel, avec d'autres associations (la LDH, le MRAP, l'Amicale des Algériens en France, ...), des citoyen-ne-s. L'important pour nous est cette visibilité, cette connaissance du 17 octobre 1961, pour qu'il n'y ait plus de confusion avec la manifestation de Charonne qui arrive plus tard, mais qu'il y ait une réelle reconnaissance. En 1991, on est au 30^{ème} anniversaire du 17 octobre 61. Là il faut vraiment taper du poing sur la table en disant : « ça suffit ». Ça fait trente qu'on ne sait pas ce qui s'est passé, que les citoyens lambda ne savent pas qu'il s'est passé, sur le pavé parisien et dans cette Seine, un drame, un crime d'Etat. Cela ne nous satisfait pas de dire que c'était la guerre, etc. On a décidé de reprendre des interviews d'Algériens qui manifestaient. Et là, on a travaillé avec un historien. On a avancé dans cette idée de faire un travail citoyen, de livrer à tou-e-s, cette histoire du 17 octobre 61 au travers d'un film, d'une exposition, d'un livre. C'est pour cela qu'on va dans un centre social, on va dans un café, on va à la bibliothèque de quartier de Saint-Denis, on est allé à Bobigny, on est allé dans des tas d'endroits depuis 91. Le film, « Le silence du fleuve », c'était le premier documentaire en Franc sur la question du 17 octobre 61. Il est au rendez-vous chaque année sur Paris Première, sur TV5, et depuis sur des tas de télé.



On a travaillé sur cette question-là parce qu'elle nous semblait essentielle pour comprendre l'histoire de la guerre de Libération, à Paris précisément, mais aussi au niveau national, de la reconnaissance des Algériens immigrés qui étaient sur le sol français et qui étaient, avec des indépendantistes Français épris d'indépendance et de la fin de la guerre d'Algérie. On travaille

toujours avec Benjamin Stora. On a travaillé aussi avec lui sur un autre pan de l'histoire, avant la guerre d'Algérie, mais pendant la période coloniale : les massacres de Sétif, le 8 mai 45. Là aussi, un massacre colonial qui ne dit pas son nom.

Comment jugez-vous l'évolution du débat sur le sujet ?

Depuis 1991 on avance petit à petit dans ce cheminement de reconnaissance. En 2001, une plaque commémorative a été déposée sur le Pont-Michel et dans le marbre est gravé : « Ici sont morts des Algériens tués lors d'une manifestation pacifiste le 17 octobre 1961 par une répression sanglante ». Nous étions en partie satisfaits seulement, parce que n'est pas nommé le responsable de cette répression sanglante et n'est pas nommé le plus haut responsable de l'Etat, qui était le responsable au-dessus de Papon c'est-à-dire De Gaulle. Mais bon, on a eu ça, comme dirait l'autre, et on le prend quand même. Parce que c'est déjà ça, et ça marque au moins sur ce pont Saint-Michel à Paris la reconnaissance et la dignité des Algériens qui sont morts. Il y a de plus en plus de villes, après Paris, qui ont décidé d'apposer une plaque commémorative sur le 17 octobre 61, sur une rue, un passage, un centre social, une place... Et ça, ce n'est pas banal, c'est même très important, fondamentalement, parce que ça veut dire qu'il y a une prise en compte politique. Tou-te-s les habitant-e-s d'Aubervilliers, de Bobigny, de Bagnolet et de Sarcelles ne peuvent pas échapper à cette date dans leur ville. Et ça, ça a du sens. Il y a un peu d'hésitation, on ne dit pas tout, peut-être, sur cette rue du 17 octobre 61, mais en tous cas, ça fait avancer le schmilblick.

Après la reconnaissance du mouvement citoyen et du mouvement politique, il y a la reconnaissance dans les manuels scolaires, dans l'enseignement. On travaille avec des historiens, avec Benjamin[Stora], avec Olivier Le Cour Grandmaison, avec Gilles Manceron de la LDH. C'était une demande pressante qu'on avait faite quand on a célébré les quarante ans du 17 octobre 61 : on voulait que soit inscrite dans les manuels scolaires cette date, qui n'existe quasiment pas. Le passé colonial n'est pas très présent dans les manuels scolaires. Ça avance un peu puisqu'il y a des livres, on en parle, il y a des documentaires destinés à la jeunesse où on parle de la guerre d'Algérie, dans l'immigration, ... Mais cela reste encore un combat. L'information est parcellaire, il n'y a pas l'ouverture des archives, il n'y pas de travail qui peut être mené jusqu'au bout. Et puis, nous, on n'aura pas les informations. Pourtant, les archives devraient être à la portée du citoyen.

Sur le pont Saint-Michel, le 17 octobre, il y a beaucoup de militant-e-s, on se connaît tous, toujours là, fidèles. On se voit vieillir, on se voit changer. Mais c'est assez émouvant cette histoire, ces rendez-vous où tu te retrouves toujours avec des gens qui vont jusqu'au bout d'une cause. C'est très noble. Chaque fois qu'on nous sollicite parler du 17 octobre le 17 octobre, on dit non car on est sur le pont Saint-Michel. Et mon père, quand il est en France (là il est reparti au bled), vient toujours sur le pont aussi. Avant 81, il allait tout le temps avec l'Amicale des Algériens. Il y avait un rassemblement, ils déposaient des fleurs. Personne ne savait ce que c'était, mais les Algériens, eux, ils savaient. Un groupe savait pourquoi ils étaient là. Ils allaient au canal Saint-Denis, dans plein d'endroits où ils savaient qu'il y avait des gens qui avaient été tués, qui n'étaient pas revenus, qui n'étaient pas à l'usine le lendemain. Le lendemain, il fallait compter les absents. Et il y en avait, des absents.

Rassemblement de commémoration à Paris samedi 17 octobre, à 17 h, place Saint-Michel

Pour exiger : la reconnaissance officielle du crime commis par l'État français les 17 et 18 octobre 1961; la liberté d'accès effective aux archives pour tou-te-s, historien-ne-s et citoyen-ne-s; le développement de la recherche historique sur ces questions.

(Re)découvrir Sembène Ousmane

Sembène Ousmane a séjourné à Marseille de 1948 à 1960. Il y a été notamment docker, militant de la CGT et du Parti communiste. Il y a écrit son premier roman « Le docker noir ». Deux rencontres, l'une dans le cadre de "Lire en fête à Marseille" le 14 octobre 2006 et l'autre le 25 novembre 2006 à la BMVR Alcazar de Marseille ont évoqué cette importante période de sa vie. Voici quelques éléments d'analyse rassemblés à cette occasion.

Selon Samba Gadjigo, les 12 ans passés à Marseille constituent la période décisive de sa vie. Ce séjour à Marseille de Sembène Ousmane est doublement important. Important pour la connaissance de son œuvre et la compréhension de son évolution. Il va à partir de là, choisir sa voie vers la littérature et surtout le cinéma. Important pour Marseille et son histoire car rares sont les œuvres, qui témoignent de cette période du mouvement ouvrier, de la vie et des luttes du port et des docks en particulier. Encore plus rares sont celles qui abordent la vie quotidienne misérable des travailleurs coloniaux dans notre ville en ces années d'après guerre, en pleine période d'essor des révoltes anticoloniales.



Sembène Ousmane est né, dans une famille de pêcheurs, en janvier 1923 à Ziguinchor en Casamance, province rebelle. Envoyé à Dakar, il va à l'école primaire jusqu'à l'année du certificat d'étude où il est exclu, à l'âge 13 ans, à la suite d'une altercation avec le directeur. De retour en Casamance, il est confié à un oncle qui va avoir sur lui une

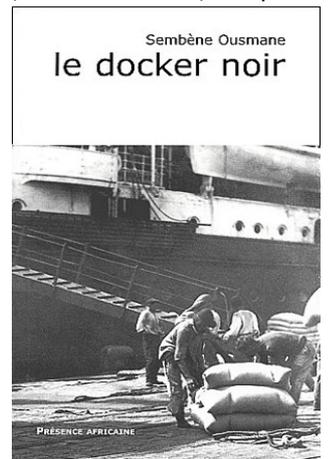
grande influence intellectuelle. Après sa mort il exerce à Dakar à nouveau divers métiers, mécano, maçon ; suit les cours du soir ; dévore du cinéma ; et observe l'activité syndicale qui se développe au début des années 40. En 1942, à 19 ans, il est mobilisé au 6^e régiment d'artillerie coloniale et participe aux campagnes du Niger, du Tchad, d'Afrique du Nord, de France. C'est alors qu'il commence à prendre conscience du phénomène colonial. Démobilisé en 1946, il participe au soutien à la grande grève des cheminots qui sera quelques années plus tard l'objet des *Bouts de bois de Dieu*. Il est le témoin de toute une série de mouvements qui vont ébranler l'appareil colonial. En 1948, il s'embarque clandestinement, passe par Marseille, arrive à Paris, travaille 3 mois chez Citroën puis retour à Marseille. En 1949, il est embauché comme docker. Vite remarqué par la CGT, dont il devient membre du Conseil syndical des Ports et Docks, il participe à toutes les luttes, notamment contre les guerres de Corée et d'Indochine. Il organise les marins et travailleurs africains, mais aussi les étudiants de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF). Il adhère au Parti communiste en 1950, il y prend des responsabilités et suit les écoles du Parti. Il en restera membre jusqu'en 1960. Il participe également aux activités du MRAP. En 1958 il crée la section de Marseille du Parti africain de l'indépendance essentiellement avec des dockers et des étudiants, puis en 1959 une section du Mouvement de Libération de la Guinée portugaise et du Cap Vert.

Ces dix années passées à Marseille ne sont pas des années ordinaires. Lorsque le jeune clandestin débarque c'est une période d'intense activité syndicale, politique et intellectuelle. C'est juste après les grandes grèves de 1947 ; c'est l'époque des actions des dockers contre l'envoi du corps français en Corée, contre la guerre d'Indochine ; celle d'Henri Martin, cet ouvrier de l'arsenal de Toulon accusé d'avoir saboté du matériel de guerre ;

de l'installation en Europe de l'Etat major de l'Otan où les murs de Marseille sont couverts de « US Go Home » et de « Ridgway la peste ». En 1955-56 c'est le mouvement des rappelés qui refusent d'embarquer pour l'Algérie. [En] 1956, Guy Mollet, président du Conseil, cède devant les ultras de l'Algérie française. C'est le vote des pleins pouvoirs à son gouvernement par toute la gauche, y compris le Parti communiste, qui précipite l'intensification de la guerre, l'envoi du contingent en Algérie, la généralisation de la torture. L'année se termine par l'intervention militaire de l'URSS en Hongrie et l'expédition d'Israël, de la France et de la Grande Bretagne sur le Canal de Suez. Deux ans plus tard c'est le coup de force du 13 mai 58 et le retour de De Gaulle au pouvoir. Au Parti communiste et au travers de ces luttes, Sembène Ousmane rencontre des intellectuels proches du Parti, qu'ils en soient membres ou non. Il découvre l'œuvre de Claude Mackay, l'auteur de *Banjo*, d'origine jamaïcaine, lui aussi docker sur le port de Marseille.

A partir de 1952, il commence à rassembler la matière de son premier roman *Le Docker noir* dédié à sa mère. Le docker noir c'est Diaw Falla, qui, malgré la misère et la fatigue, dans ses heures de répit écrit un roman. Publié en 1956 à compte d'auteur, ce livre est certainement l'un des plus importants de l'œuvre de Sembène Ousmane. Non seulement pour connaître l'état d'esprit dans lequel se trouve le travailleur, militant révolté, en pleine période

d'effervescence anticolonialiste, mais aussi pour connaître cette vie quotidienne autour du port, celle des travailleurs coloniaux en particulier, ces cafés et ces hôtels de Belsunce où ils se retrouvent. En même temps il écrit des textes poétiques publiés dans les premiers numéros de l'Action poétique. En 1957, son deuxième livre, *O Pays mon beau peuple* ; en 1960, *Les Bouts de bois de Dieu* ; en 1961 *Voltaïque*, recueil de nouvelles. En 1960 il quitte Marseille. Auparavant il a visité de nombreux pays d'Europe dont l'URSS en 57, puis la Chine et le Vietnam du Nord en 58.



En 1960, année de l'Indépendance du Sénégal, il retourne en Afrique dont il a été absent 12 ans, visite plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et participe à l'organisation du PAI au Sénégal. En septembre 61, le ministère de la coopération signale le « retour à Marseille de ce militant activiste, après deux ans passés au Sénégal vraisemblablement sur ordre du PAI ». Mais il n'est que de passage. Au cours de ces déplacements, il a pris conscience du peu d'influence de la littérature africaine. Désireux de se faire entendre par le plus grand nombre, Sembène Ousmane choisit alors de s'exprimer à travers le cinéma. De retour à Paris, il part étudier le cinéma en URSS. En 1963, il signe son premier court métrage, *Borom Sarret*, qui décrit le quotidien d'un charretier à Dakar. Il passe au long métrage trois ans plus tard avec *La Noire de...*, l'histoire d'une domestique noire maltraitée par ses patrons blancs. En 12 ans le clandestin du Hoggar, le docker syndicaliste et militant communiste est devenu le grand écrivain et grand cinéaste qui a ouvert la voie à tous les cinéastes africains, mais il est resté l'homme révolté, ennemi résolu de toutes les formes d'obscurantisme et d'oppression, l'ardent défenseur de la femme africaine.

Alain Castan

Rencontres-débats

Jeudi 15 octobre: projection-débat autour du documentaire « Dissimulation d'un massacre. 17 octobre 1961 »

« Le 17 octobre 1961, une manifestation non-violente est organisée contre le couvre-feu imposé par l'Etat français aux immigrés algériens des bidonvilles bordant Paris. Des dizaines d'Algériens défilent, et entrent dans Paris. Ils seront massacrés par la Police dirigée à l'époque par le Préfet Papon. Le film de Daniel Kupferstein revient sur cet événement, et cherche à comprendre comment et pourquoi il fut oublié de l'histoire de France pendant des années. Ce jour-là, à l'appel du FLN, 30 000 manifestants bravent l'interdit et descendent dans les rues de Paris pour protester pacifiquement contre le couvre-feu qui leur est imposé. Les policiers tirent dans la foule sans sommation, jettent des manifestants dans la Seine, font preuve d'une rare violence à l'égard de ces « musulmans d'Algérie ». Daniel Kupferstein analyse cet événement que les autorités vont, pendant près de 40 ans, tenter d'étouffer. Le lendemain du massacre, les journaux relaient les propos du préfet de police Maurice Papon : « Le pire a été évité » ou « La bataille de Paris est gagnée ». Une censure décomplexée et une presse bridée ou acquise referment la chape de plomb sur ce dossier brûlant. L'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 redonne l'espoir de faire éclater la vérité, mais on refuse pourtant d'ouvrir les archives : « Trop de plaies à vif », décrètent ces politiques dont la guerre d'Algérie est le patrimoine commun. Aujourd'hui, écrivains, historiens, journalistes et anciens parlementaires font la lumière sur ce triste épisode, et l'acharnement de quelques-uns d'entre eux, tels Pierre Vidal-Naquet et Jean-Luc Enaudy, auront raison de cette absence de volonté politique. « La Bataille de Paris », livre choc d'Enaudy, fera l'objet d'un procès en diffamation par Papon et contribuera à faire avancer la vérité. » (CNC)

Initiative co-organisée par le groupe de travail « Afriques » et le comité Paris 18ème du NPA, en présence du réalisateur Daniel Kupferstein.

C'est à 19h30 à la librairie Résistances à Paris (4 villa Compoin, 17^e, M^o Guy Moquet ou Brochant).

Jeudi 22 octobre : débat spécial Congo-Brazaville

Organisé par Survie Paris, avec Benjamin Moutsila de la Fédération des Congolais de la Diaspora pour la sortie de leur livre « Sassou Nguesso, l'irrésistible ascension d'un pion de la Françafrique ». Le livre raconte l'histoire d'un pays riche de son sous-sol et pourtant l'un des plus pauvres du monde où on pille, on séquestre, on viole, on tue en toute impunité.

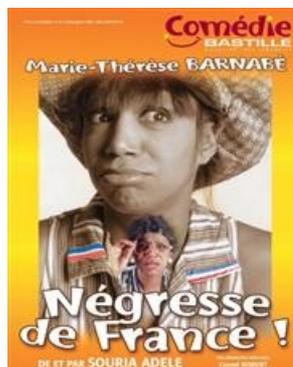
C'est à 19h à la Maison des Associations à Paris (5 rue Perrée, 3^e, M^o République ou Temple).

Du 14 au 22 novembre: semaine de la solidarité internationale

Osons la solidarité internationale! « Récession », « crise financière »... aujourd'hui certains parlent même de « désastre économique mondial ». Mais ceux qui vivent dans les pays pauvres n'ont pas attendu la "crise" pour constater les conséquences sociales et environnementales de notre modèle de développement. Ce sont d'ailleurs eux, et les plus fragiles ici, qui souffrent le plus durement de la situation. Pourtant des alternatives existent, ici comme là-bas. Loin de baisser les bras et résistant au repli sur soi, nous serons des milliers, à l'occasion de la Semaine de la solidarité internationale du 14 au 22 novembre, à exprimer notre solidarité et à agir concrètement pour un monde plus juste. La Semaine de la solidarité internationale se prépare dès maintenant. Et pourquoi pas vous?

Pour plus d'informations: http://www.lasemaine.org/IMG/pdf/Courrier_mobilisation_lasemaine_web_def.pdf

Théâtre - divertissement



« Marie-Thérèse Barnabé, Négresse de France »

De et par Souria Adèle.

Souria Adèle, comédienne martiniquaise, doit commencer son spectacle à 20h30. Elle n'est pas arrivée. Sa tante Marie-Thérèse Barnabé, grosse femme d'une soixantaine d'années décide de faire patienter le public. Durant cette attente qui durera somme toute plus d'une heure, Marie-Thérèse nous parlera de la difficulté pour une jeune femme noire de rentrer dans le paysage audio-visuel français, de la beauté noire, des relations interraciales mais aussi tout simplement du désir de la femme. Tout cela de façon humoristique, pour faire part de sa propre humanité. Les lundis et mardis: 2 et 3 novembre, 7 et 8 décembre 2009 et 4 et 5 janvier 2010, à 19h, au Café de la Gare (41, rue du Temple, 75004 Paris • M^o Hôtel-de-Ville). Locations 01 42 78 52 51.

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: <http://afriquesenlutte.blogspot.com>
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>